



NOTE DE PLAIDOYER

Situation de Protection dans la Région de Tillabéry (Téra, Say, Gotheye, Torodi et Bankilaré) Décembre 2025



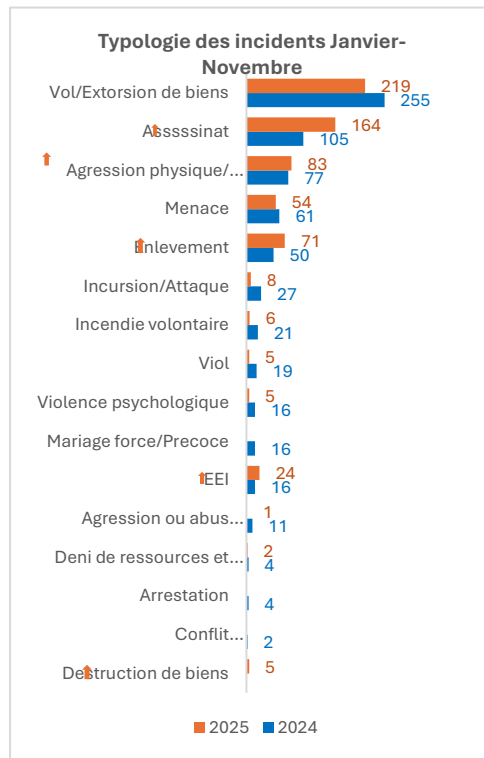
Mouvement des PDI dans le département de Torodi- @Photo Groupe de Travail Protection- Tillabéri

Urgence Humanitaire et Sécuritaire

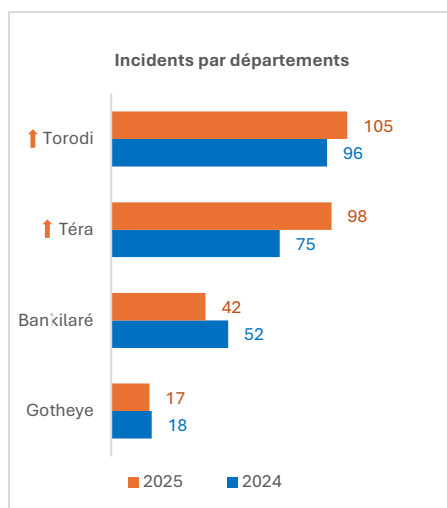
La région de Tillabéry se trouve à **un tournant critique**. Depuis début 2025, plus de **650** incidents de protection et **1 300** victimes civiles ont été documentés, tandis que les **départements de Téra, Torodi, Say, Gothèye et Bankilaré** connaissent une pression massive avec plus de **330 000 personnes déplacées de force**.

Les groupes armés non étatiques imposent des règles coercitives — hijab obligatoire, enrôlement des jeunes, enlèvements de femmes — et les EEI et braquages sur les axes Torodi-Makalondi, Ouro Gueladjo et Tamou paralysent la mobilité. Cette insécurité généralisée entraîne la fermeture des écoles, coupe les communautés de l'accès aux marchés, réduit l'accès aux soins et compromet la survie économique des ménages.

Entre **janvier et novembre 2025** – source 21 - la région de Tillabéry a enregistré **une hausse de certains types d'incidents** par **rapport à 2024**. Les augmentations les plus marquées concernent : (a) **assassinats** : +59 cas (164 en 2025 contre 105 en 2024) - (b) **enlèvements** : +21 cas (71 contre 50) - (c) **EEI (Engins Explosifs Improvisés)** : +8 cas (24 contre 16) - (e) **agressions physiques** : +6 cas (83 contre 77)



Les services essentiels sont au bord de l'effondrement. Les femmes, les enfants et les personnes vulnérables sont les premières victimes. Une action urgente est indispensable pour protéger les civils, rétablir un accès sécurisé et soutenir les capacités communautaires dépassées par l'ampleur de la crise.



Comparativement à la même période (source P21), en 2024 on observe une **hausse marquée** des incidents de protection dans plusieurs départements : Torodi passe de 96 à 105 incidents et Téra de 75 à 98. Bankilaré, lui, connaît une baisse (de 52 à 42), tandis que Gotheye reste stable.

Cependant, ces chiffres **ne reflètent pas toujours pleinement la réalité**, car la collecte des données est souvent limitée par les **difficultés d'accès**, les **contraintes sécuritaires**, la **réduction du personnel de monitoring** et le **fort niveau de déplacements**, notamment à Téra et dans les zones frontalières comme Say. Ces facteurs affectent la précision et l'exhaustivité des informations disponibles.

Gaps Identifiés

- **Absence de réponse multisectorielle** prépositionnée et capacités insuffisantes des services sociaux de base, ce qui limite fortement la capacité à répondre efficacement aux besoins de protection dans les zones les plus affectées.
- **Accès humanitaire sévèrement restreint**, combinant une présence limitée des acteurs dans les zones d'accès difficile et des contraintes sécuritaires fortes (obligation d'escorte, restrictions de mouvement), ce qui entrave la capacité d'intervenir rapidement et d'atteindre les populations les plus exposées.
- **Impact critique sur les enfants et les femmes** : Dans les départements de Téra, Torodi, Say et Gotheye, l'accès à l'éducation est fortement perturbé et les déplacements répétés exposent enfants, femmes et filles à des violences, des menaces armées et des événements traumatisants. Cette situation accroît la détresse psychosociale, les risques de séparation familiale, d'exploitation et de recrutement forcé.
- **Conditions de vie extrêmement précaires**, marquées par l'absence d'abris adéquats, le sommeil à ciel ouvert et un accès très limité à l'eau, à l'hygiène, à l'assainissement et aux services essentiels. Cette situation accroît fortement les risques de violences, d'intempéries, de maladies hydriques et d'infections, aggravant la vulnérabilité des groupes les plus exposés.



Recommandations Urgentes

1. Plaidoyer politique et sécuritaire

Renforcer la protection des civils dans toutes les zones à haut risque à travers un plaidoyer soutenu auprès des autorités locales, nationales et des acteurs sécuritaires, tout en appuyant le renforcement des mécanismes communautaires de protection déjà existants dans les zones d'accueil afin d'améliorer la prévention, l'alerte précoce et la réponse face aux risques.

2. Réponse humanitaire multisectorielle

Renforcer rapidement le mécanisme RRM pour assurer une évaluation coordonnée et une assistance d'urgence multisectorielle — incluant abris, vivres, eau, santé, protection et éducation — en garantissant une collaboration étroite entre les clusters concernés afin d'optimiser l'impact et la complémentarité des interventions.

3. Réponse de protection ciblée

Accroître les ressources pour la mise en œuvre de projets de protection, en renforçant les mécanismes communautaires capables de répondre aux principaux risques — VBG, protection de l'enfance, accès à la terre sécurisée, documentation, et prévention/éducation sur les EEI — tout en améliorant l'accès des populations aux services essentiels malgré les contraintes d'accès.

Message Clé pour les Décideurs

La crise qui s'intensifie dans la région de Tillabéry constitue **une menace immédiate** pour la **protection des civils et la stabilité humanitaire**. Les niveaux d'insécurité, les déplacements continus, la fermeture des écoles, la restriction d'accès aux marchés et l'effondrement des services essentiels dépassent déjà les capacités locales. Sans une mobilisation rapide, coordonnée et proportionnée à l'ampleur de la crise, les risques de mortalité, de violences, d'exploitation et de nouveaux déplacements massifs augmenteront de manière critique.

La **poursuite de cette dynamique laisse craindre un débordement géographique** de la crise vers d'autres zones, compromettant davantage l'accès humanitaire et la stabilité régionale. À cela s'ajoutent des risques majeurs de flambées épidémiques, liés à la promiscuité, au manque d'eau potable, à la pression sur les structures de santé et à la perturbation des campagnes de prévention.

Conclusion Stratégique

La région de Tillabéry se trouve aujourd'hui au cœur d'une **crise aux implications régionales**, où **l'escalade sécuritaire**, l'intensification des **déplacements** et **l'effondrement** progressif des **services essentiels** dépassent largement les **capacités de réponse locales et nationales**. Les



dynamiques de violence et de mobilité affectent simultanément **le Niger, le Mali et le Burkina Faso**, soulignant l'urgence d'une **approche intégrée à l'échelle des États de l'AES** face à des menaces qui ne connaissent pas de frontières.

Sans **une action immédiate, coordonnée et ambitieuse** — combinant engagement politique de haut niveau, mesures sécuritaires adaptées et appui opérationnel massif — le risque d'un effondrement durable des mécanismes communautaires de protection et d'une extension régionale de la crise se renforcera, compromettant la stabilité humanitaire et sociale dans l'ensemble du corridor transfrontalier.

Appel stratégique aux décideurs

Il est **essentiel** de :

- **Réaffirmer un engagement** régional fort pour la protection des civils, en harmonisant les efforts entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso afin de répondre à des dynamiques de menace interconnectées ;
- **Mobiliser des ressources d'urgence** et de moyen terme pour soutenir une réponse multisectorielle cohérente, capable d'absorber la pression croissante sur les populations et d'anticiper les évolutions du contexte ;
- **Renforcer durablement les services sociaux locaux** et les mécanismes communautaires de protection, véritables piliers de résilience, afin de stabiliser les zones à risque et de limiter les impacts humanitaires à l'échelle régionale.